ÉCHANGES ET COOPÉRATION ENTRE LE MAROC ET LES PAYS SOCIALISTES DE L'EUROPE *

PAR ABDELWAHAB BENKIRANE

INTRODUCTION (1)

Sous le Protectorat, le commerce extérieur est apparu comme l'instrument idéal de drainage de capitaux vers l'étranger. L'économie marocaine était une économie satellite, ses échanges se trouvaient ainsi déterminés en fonction des besoins et des plans de l'ex-Métropole.

Au lendemain de l'indépendance, il était normal que le monopole d'achat des pays à économie libérale, et principalement les pays actuellement membres de la C.E.E., soit remis en cause.

Pourtant les structures du commerce extérieur marocain n'ont pas subi de mutations profondes, les caractéristiques essentielles demeurent : 92 % des exportations sont constitués par les matières premières ; l'indice d'affiliation avec la C.E.E. reste élevé, de l'ordre de 61 %.

Or les différents plans, notamment le plan quinquennal 1960-1964, avaient mis l'accent non seulement sur la nécessité d'une diversification géographique des échanges, mais aussi sur la nécessité de la modification de la structure de nos exportations et de nos importations.

Ce problème était, et reste d'autant plus aigu que dès 1957 le Maroc se trouve confronté avec le « phénomène » du Marché Commun. La question se posait de savoir si le Maroc pouvait concilier une association de fait ou de droit avec la C.E.E., avec les impératifs du développement

* Mémoire de fin de licence de Sciences économiques, présenté en octobre 1966 à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat.

(1) Les échanges avec la Yougoslavie sont exclus de cette étude qui ne retient que les relations avec les pays membres du Conseil d'Entraide et de Coopération économique mutuelle.

économique et social ; plus précisément, comment le Maroc pouvait-t-il s'industrialiser si ses industries naissantes devaient supporter, sans protection possible, la concurrence des puissantes et anciennes industries des pays membres de la C.E.E. ?

Ne risquait-on pas de perpétuer sous des forces moins brutales une division internationale du travail héritée de la période coloniale, définissant « un néo-colonialisme collectif » ?

La recherche de marchés de remplacement se trouvait ainsi légitimée par deux impératifs :

— la diversification géographique et structurelle des échanges,

— l'élimination des principales entraves à l'industrialisation.

En fait de marchés de remplacement, on ne pouvait valablement retenir que deux hypothèses :

L'expansion des échanges maghrébins ; or on connaît les obstacles de toute nature auxquels se heurte cette expansion (similitude dans la consistance des M. et des X. ; grande similitude dans le régime des échanges ; déficit structurel de la balance des paiements).

Restait à savoir si le marché des pays membres du C.A.E.M. pouvait constituer, même partiellement, un marché de remplacement, si les échanges et la coopération avec ces pays pouvaient répondre aux besoins quantitatifs et qualitatifs du développement au Maroc.

Certains établissements spécialisés se sont montrés optimistes à ce sujet ; ainsi on pouvait lire dans le bulletin de la B.M.C.E. de mars 1964 que l'économie des pays ayant opté pour la planification offrait une grande complémentarité avec notre économie.

Pour déterminer les causes de notre dépendance économique, il faut d'abord étudier les caractéristiques de nos échanges avec les pays du C.A.E.M. et tenter ensuite de dégager les obstacles à l'expansion de ces échanges et les possibilités offertes pour une coopération plus fructueuse.

A. CARACTÉRISTIQUES DES ÉCHANGES

Groupés au sein du C.A.E.M., la R.D.A., la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. poursuivent dans leurs échanges avec le Maroc la progression enregistrée depuis 1958, les achats du Maroc à ce pays représentent 6,2 % du total de nos importations en 1964 et les ventes 6,7 % de l'ensemble de nos exportations pour la même année.

Si ces chiffres illustrent assez bien la place qu'occupent ces pays dans le commerce extérieur marocain, l'importance du Maroc dans les transactions de ces pays est encore plus faible.

Mais c'est moins par la faiblesse du volume des transactions que par un certain nombre de caractéristiques que ces échanges diffèrent de ceux du Maroc avec les pays à économie libérale.

I. DIFFÉRENCE DE SYSTÈMES ET INSTRUMENTS D'ÉCHANGE

Les particularités des échanges entre le Maroc et les pays du C.A.E.M. ont trait à la différence des systèmes économiques en présence et de la nature et de la forme des instruments de l'échange.

1. « Commerce privé » et « Commerce d'Etat »

Dans leurs transactions avec les pays membres du C.A.E.M., les importateurs et exportateurs marocains se trouvent confrontés avec la situation suivante : un monopole d'Etat sur l'ensemble du commerce extérieur, d'un pays aux importations et aux exportations diversifiées. Cette particularité des échanges entre un « pays à commerce privé », le Maroc, et les « pays à commerce d'Etat », les pays membres du C.A.E.M., ne fait que traduire la différence entre les deux systèmes économiques en présence.

Théoriquement cette situation devrait présenter pour le Maroc le grand avantage de n'avoir qu'un interlocuteur, l'Etat ; mais c'est oublier que le Maroc est un pays à commerce privé ; l'Etat marocain peut fixer les listes des produits à importer, mais ce sont les importateurs et les exportateurs qui gardent l'initiative des transactions. Ils réalisent un volume d'échange, assez réduit avec les pays du C.A.E.M. et ceci souvent dans un esprit spéculatif ; ils ne sont pas poussés en effet par le désir de conquérir un marché, car ils considèrent que c'est essentiellement le marché des pays à économie libérale qu'il faut conquérir et sur lequel il faut se maintenir.

Souvent pour les hommes d'affaires marocains, une exportation sur les pays du C.A.E.M. constitue un moyen détourné d'obtenir une licence d'importation (en période de restriction des importations, notamment) ; l'Etat, pour favoriser un secteur d'exportation en marasme, accorde aux entreprises qui exportent les produits du secteur en question une autorisation d'importation pour un produit plus ou moins prohibé à l'importation ; ainsi une société peut présenter au ministère du commerce un même dossier comportant d'une part une demande pour le produit à exporter,

le crin végétal par exemple, et une demande pour le produit à importer, voitures en seconde main par exemple. L'épisode des oranges illustre assez bien cette mentalité : en 1964, le Maroc a exporté sur l'U.R.S.S. un tonnage important d'oranges dont la qualité était douteuse ; l'U.R.S.S. avait refusé de débarquer la cargaison. Ce qui explique que le tonnage exporté soit passé de 53 023 en 1963 à 27 434 en 1964.

2. Techniques d'engagement et de paiement

Les échanges avec les pays du C.A.E.M. sont régis de façon uniforme. Ils sont réglés dans le cadre d'accords bilatéraux qui prévoient le volume des échanges pouvant être effectués dans chaque sens : les accords commerciaux constituent la technique d'engagement. Ces accords bilatéraux prévoient une compensation globale des marchandises échangées et le cas échéant le mode de règlement du déficit ; les accords de compensation bilatérale constituent la technique de paiement.

Dans la mesure où le Maroc souffre de pénurie de moyens de paiements et où il pratique une politique de restriction des importations, ce régime des échéances présente un intérêt certain pour l'économie marocaine.

Il y a deux limites à ces effets favorables : la non-réalisation intégrale des accords prévus et le faible volume des transactions.

Et l'expansion des échanges avec ces pays se trouve freinée du fait du système de compensation rigoureusement appliqué, de sorte que les exportations vers l'un de ces pays ne se réalisent qu'à concurrence des importations effectuées réciproquement. Ce point sera repris lors de l'étude des obstacles à surmonter pour le développement de ces échanges.

II. ÉVOLUTION DES ÉCHANGES

Les relations commerciales entre le Maroc et les pays du C.A.E.M. ont commencé à se développer en 1958. Ces échanges ne répondent pas au départ aux mêmes préoccupations que ceux avec les autres pays, ils vont aussi en différer au niveau du volume des transactions, au niveau des soldes et au niveau de la structure des importations et des exportations.

1. Evolution en volume et en valeur

La progression, tant en tonnage qu'en valeur, est très rapide. Mais, si le Maroc est le troisième client africain de ces pays, il vient loin derrière le second. Et parmi ces pays, l'U.R.S.S. est le principal client, or ce pays

Evolution en valeur et en volume
(en milliers de dirhams et en tonnes)

Années	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS			SOLDES
	Volume	Valeur	% Total	Volume	Valeur	% Total	
1957	36 318	18 677	1,2	241 924	23 134	1,9	+ 4 457
1958	63 275	26 137	1,6	328 241	46 000	3,8	+19 863
1959	139 241	30 920	2,0	325 929	32 890	2,3	+ 1 970
1960	221 204	71 872	3,5	351 730	47 030	2,6	−24 832
1961	248 000	75 356	3,3	337 208	70 600	4,1	− 4 796
1962	275 335	78 370	3,6	946 796	98 110	5,7	+19 740
1963	322 335	116 451	5,8	984 728	126 000	6,5	+ 9 549
1964	542 125	144 000	6,2	1 263 913	147 124	6,7	+ 2 713

Evolution des importations et exportations par pays de destination et d'origine

Années	U. R. S. S.		R. D. A.		POLOGNE		TCHECOSLOV.		HONGRIE		BULGARIE	
	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.
1957	4 904	8 333	60	—	6 063	11 630	4 900	1 370	1 647	1 780	1 080	14
1958	5 189	6 371	548	4 846	10 360	18 832	7 044	10 086	2 285	4 450	711	1 055
1959	10 324	5 567	283	4 554	9 860	11 734	7 900	8 034	2 500	1 940	57	900
1960	32 762	17 611	5 367	3 986	16 611	14 821	11 100	9 000	4 375	1 020	1 630	501
1961	20 692	23 633	3 189	3 469	25 843	23 242	16 300	16 250	7 363	950	2 000	3 000
1962	20 455	23 853	5 142	2 682	21 379	30 500	19 400	29 000	3 450	8 783	2 360	3 820
1963	35 880	40 838	7 731	3 535	32 750	32 650	29 750	30 100	6 160	17 100	4 180	1 780
1964	53 529	27 434	8 496	8 850	31 600	41 724	29 810	45 620	9 426	17 370	4 870	6 120

occupe le 8e rang de nos fournisseurs et le 14e rang de nos clients. Avant d'aborder l'évolution par pays, on va tenter de dégager la tendance générale.

a) *Tendance générale*

Entre 1957 et 1964, nos importations en provenance des pays du C.A.E.M. se sont multipliées par 8, passant de 18 677 milliers de DH à 144 000 milliers de DH. Durant les mêmes périodes, nos importations ont au total augmenté de 15 %, passant de 1 491 000 à 2 328 000 milliers de DH.

Pour la même période, nos exportations sur ces pays ont été multipliées par 6, passant de 23 134 à 147 124 milliers de DH alors que nos exportations ont augmenté de 18 %, passant de 1 179 000 à 2 196 000 milliers de DH, c'est-à-dire plus que l'accroissement du total de nos importations alors que nos exportations sur les pays du C.A.E.M. ont augmenté moins que nos importations en provenance de ces pays.

Ceci confirme la tendance générale observée depuis 1960 : diversification de nos sources d'approvisionnement et concentration plus poussée de nos exportations sur les pays membres de la C.E.E.

Par ailleurs, s'il est évident, d'après le tableau, que l'accroissement de nos échanges avec les pays du C.A.E.M. a été constant et très rapide, un élément important tempère cette constatation : parti de très bas, le niveau s'est vite élevé de sorte que tout accroissement, même minime, du volume des transactions se traduit par un bond. Pour mieux apprécier l'importance de ces échanges, il faut les situer dans le contexte général de notre commerce extérieur : nous achetons à ces pays 6,2 % du total de nos importations contre 1,2 % en 1957. Nous leur vendons 6,7 % du total de nos exportations contre 1,9 % en 1957 ; toujours au niveau des exportations, on peut noter une baisse de leur importance : en 1959 et 1960, elles ne représentaient en effet que 2,3 et 2,6 % contre 3,8 % en 1958.

Si l'on s'en tient à ces pourcentages, il apparaît possible d'envisager une expansion de nos échanges avec ces pays, sans crainte de tomber dans un état de dépendance vis-à-vis de nos co-échangistes.

b) *Evolution par pays*

En 1957, parmi les acheteurs, la Pologne venait en tête avec 11 630 milliers de DH suivie d'assez loin par la Tchécoslovaquie ; comme fournisseurs, on retrouve ces deux pays, la Pologne étant toujours en tête avec 6 063 milliers de DH.

A partir de 1960, l'U.R.S.S. va prendre la relève ; agrumes, liège sont les principaux produits qu'elle achète au Maroc ; elle lui vend essentiellement des textiles et du pétrole brut. En 1963 elle nous vend pour 35 880 milliers de DH, l'U.R.S.S. continue à être le principal client et le principal fournisseur parmi les pays du C.A.E.M., la Pologne et la Tchécoslovaquie viennent ensuite.

En 1963, ce sont la R.D.A. et la Hongrie qui prennent de plus en plus d'importance ; nos exportations sur la R.D.A. qui étaient de mille DH en 1957 passent à 8 850 milliers de DH en 1964 ; nos exportations sur la Hongrie passent de 1 780 à 17 370 milliers de DH.

Sur la Roumanie nos exportations restent très faibles en 1964 : 144 milliers de DH. De tous ces pays à économie socialiste, la Bulgarie est celui avec lequel nos échanges sont les moins développés.

2. Evolution des soldes et des termes de l'échange

L'étude des années 1957 à 1964 ne peut fournir une idée exacte de l'évolution réelle des termes de l'échange, voire même de l'évolution du solde de la balance commerciale avec ces pays. Il faudrait en effet considérer une période beaucoup plus longue ; or, nos échanges avec les pays du C.A.E.M. n'ont commencé à se développer qu'à partir de 1958.

On peut tout de même relever deux faits saillants : une amélioration très nette des T.E. et la permanence d'un solde créditeur en notre faveur.

a) *Tendance générale de l'évolution des termes de l'échange*

Il est plus intéressant de raisonner sur les 3 périodes 1957 ; 1957-1960 ; 1961-1964. On voit ainsi que le prix de la tonne importée a baissé de près de 40 %, passant de 514 DH à 304 DH ; le prix de la tonne exportée s'est accru d'environ 46 %, passant de 95 à 139 DH. Il y a une symétrie frappante entre la baisse du prix de la tonne importée et la hausse du prix de la tonne exportée (voir tableau p. 11).

Ceci s'est traduit par une très forte amélioration des T.E. par rapport à la base 1957 = 100, ils passent à 244 en 1964. C'est en 1961 que les termes de l'échange ont été les plus favorables au Maroc : par rapport à la même base, ils étaient de 366. En 1963, ils étaient de 185, c'est-à-dire à leur minimum ; et ceci en raison du renchérissement relatif de la tonne importée et d'une baisse du prix de la tonne exportée par rapport aux années précédentes.

Ces disparités résultent d'une certaine irrégularité du mouvement de l'indice des prix d'importation et d'exportation.

Evolutions des termes de l'échange — Base 1957 = 100
(*Prix en dirhams*)

Années	Prix de la tonne		Indices		Termes de l'échange
	importée	exportée	Prix importation	Prix exportation	
1957	514	95	100	100	100
1958	413	140	80	147	183
1959	220	100	43	105	244
1960	355	133	69	140	202
1961	310	209	60	220	366
1962	284	103	55	108	196
1963	361	127	72	133	185
1964	261	116	50	122	244

Evolution comparée des termes de l'échange avec les pays du C.A.E.M. et des termes de l'échange globaux
(*Prix en dirhams*)

Périodes	Prix de la tonne importée du		Indices des prix d'importation		Prix de la tonne exportée sur		Indices des prix d'exportation		Termes de l'échange avec	
	C.A.E.M.	MONDE	C.A.E.M.	MONDE	C.A.E.M.	MONDE	C.A.E.M.	MONDE	C.A.E.M.	MONDE
1957	514	733	100	100	95	130	100	100	100	100
1957-60	375,5	750	73	102	117	147	123	105,7	168	103,6
1961-64	304	819	60	111,7	139	147	146	105,7	243	35,7

b) *Evolution comparée avec les termes de l'échange globaux*

Le mouvement symétrique qu'on avait noté entre baisse du prix de la tonne importée et hausse du prix de la tonne exportée ne se retrouve pas au niveau de tout le commerce extérieur marocain ; il y a même un renchérissement de la tonne importée qui passe de 733 en 1957 à 819 DH pour la période 1961-64, soit un accroissement de près de 12 % ; entre temps le prix de la tonne exportée n'augmentait que de 5,5 %, passant de 139 à 147 DH. L'amélioration des T.E. que l'on avait notée avec les pays du C.A.E.M. ne peut se retrouver au niveau du total des échanges extérieurs.

Par rapport à la base 1957 = 100, les T.E. globaux tombent à 95,7 pour la période 1961-64 alors que les T.E. avec les pays du C.A.E.M. passaient pour la même période et sur la même base à 243.

Cette disparité dans l'évolution des T.E. avec les pays du C.A.E.M. et des T.E. globaux s'explique en partie, comme on le verra par la suite, par la différence de structure de nos importations en provenance de ces pays et du reste du monde.

L'asymétrie dans l'évolution des T.E. se retrouve dans l'évolution des soldes.

c) *Evolution du solde commercial*

Cette évolution se caractérise par la quasi-permanence d'un solde créditeur en faveur du Maroc ; en effet ce n'est qu'en 1960 et 1961 que le solde des opérations commerciales avec les pays du C.A.E.M. a accusé un déficit pour le Maroc. Et, dans ce groupe de pays, il n'y a que l'U.R.S.S. qui présente avec une certaine régularité l'alternance d'un solde créditeur et débiteur (voir tableau de l'évolution des échanges par pays).

Comme on le verra par la suite, l'existence d'un solde presque toujours favorable au Maroc constitue un frein au développement des échanges, car il prive ses co-échangistes de moyens de paiement.

Cette particularité de nos échanges avec ce groupe de pays se trouve mise en relief du fait du solde global toujours déficitaire, sauf en 1959.

Ce tableau permet aussi de se faire une idée sur la faiblesse du volume des transactions avec ces groupes de pays, il suffit pour cela de comparer la valeur absolue des 2 soldes pour une année donnée.

Ces échanges se caractérisent en outre par une différence dans la composition de nos importations en provenance des pays membres du C.A.E.M.

Evolution comparée des soldes avec les pays du C.A.E.M. et du solde global

(en milliers de dirhams)

Années	Solde C.A.E.M.	Solde global
1957	+ 4 457	— 155 000
1958	+19 863	— 60 000
1959	+ 1 970	+ 140 000
1960	—24 382	— 224 000
1961	— 4 796	— 526 000
1962	+19 740	— 389 000
1963	+ 9 549	— 300 000
1964	+ 2 713	— 173 000

3. Structure des échanges et problèmes de la complémentarité

La composition des importations et des exportations a peu évolué de 1957 à 1964.

A l'importation, les principales rubriques sont au nombre de 3 : alimentation, boissons et tabacs ; énergie et lubrifiants ; produits finis pour l'équipement et la consommation.

A l'exportation, on retrouve la rubrique alimentation, boissons et tabacs ; mais la plus importante est celle des produits bruts d'origine végétale.

Si la structure des échanges a peu évolué, les valeurs sur lesquelles ont porté les importations et les exportations ont connu de très amples variations.

Ainsi les importations de la Pologne en produits alimentaires, boissons et tabacs ont évolué comme suit : 314 milliers de DH en 1957 ; 9 910 en 1961 et 1 756 milliers de DH en 1964. Les importations de produits d'origine animale ou végétale de la Hongrie ont connu les variations suivantes : 1 264 milliers de DH en 1957, 3 648 en 1961 et 161 en 1964.

A l'exportation, le même phénomène se retrouve ; les exportations de produits alimentaires sur la Pologne ont évolué de façon désordonnée : 1 855 milliers de DH en 1957 ; 7 165 en 1958 ; 841 en 1962 et 4 596 en 1964.

		U. R. S. S.	R. D. A.	POLOGNE	TCHECOSL.	HONGRIE	ROUMANIE	BULGARIE
Importations								
1. - Produits alimentaires	**2 977** dont (10 %)	1 574	—	346	1 074	6	—	4
2. - Matières premières	**1 522** (5 %)	1 018	105	15	352	32	—	—
3. - Combustibles	**6 668** (27 %)	5 005	30	1 633	—	—	1 249	—
4. - Huiles	**1 254** (4 %)	5	—	—	1 249	—	—	—
5. - Produits chimiques	**567** (2 %)	76	269	33	131	31	27	—
6. - Produits manufacturés	**13 269** (47 %)	2 817	732	3 994	3 086	1 598	107	827
7. - Machines, matériel transport.	**1 922** (3 %)	65	443	165	1 023	123	103	—
- Divers	**482** (2 %)	—	—	—	—	—	—	—
- C. A. E. M.	**28 453**	10 577	1 678	6 241	5 876	1 862	1 358	361
- C. E. E.	**235 157**							
Total	**456 157**							
Exportations								
1. - Produits alimentaires	**12 106** dont (42 %)	4 231	410	920	4 922	1 189	28	404
2. - Matières premières	**16 154** (55 %)	956	1 310	1 318	1 070	1 860	—	640
- Divers	**833** (3 %)	—	—	—	—	—	—	—
- C. A. E. M.	**29 091**	5 241	1 749	8 242	9 012	3 432	28	1 207
- C. E. E.	**269 883**							
Total	**433 691**							

Cette instabilité constitue un obstacle supplémentaire à l'expansion des échanges.

Une seconde caractéristique de la structure de ces échanges doit être mise en lumière : la différence entre cette structure et la composition du total des importations du Maroc.

Composition des importations en provenance des pays du C.A.E.M. et du total des importations

Importations en provenance du	C. A. E. M.	MONDE
Produits alimentaires	10 %	27,3 %
Matières premières et demi-produits	38 %	36,7 %
Produits finis pour l'équipement agricole et industriel et pour la consommation	50 %	35,4 %
Divers	2 %	0,6 %

On peut tirer deux conclusions de cette comparaison :

La première concerne les produits alimentaires ; cette rubrique a une importance moindre dans nos achats aux pays du C.A.E.M. que dans nos achats totaux.

La seconde a trait aux produits finis ; cette rubrique représente la moitié de nos achats à ce groupe de pays, alors qu'elle ne constitue que 35,41 % du total de nos achats. Il faut d'abord noter que sur ces 35 %, plus des 3/4 sont constitués par des biens de consommation dont une fraction importante de produits de luxe ; dans nos échanges avec les pays du C.A.E.M. les biens de consommation importés sont essentiellement les tissus de fibres synthétiques et artificielles, des tissus de coton, mais pas de produits de luxe.

Cette différence de composition explique en partie les écarts constatés entre le prix de la tonne importée de ce groupe de pays et le prix de la tonne importée du reste du monde.

Au terme de cet aperçu assez bref sur l'évolution des termes de l'échange et de la structure des importations et exportations, on a pu entrevoir l'intérêt que présente pour l'économie marocaine un développement de ces échanges, surtout à un moment où l'on doit faire face à des importations accrues de biens d'équipement.

Il est certain que des obstacles sérieux s'opposent à un tel développement. On va tenter de les sérier pour définir le cadre favorable à l'expansion des échanges avec ce groupe de pays à économie planifiée.

B. POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN CADRE FAVORABLE À L'EXPANSION DES ÉCHANGES

Comme on l'a laissé entendre lors de la présentation des systèmes économiques en présence, ce sont moins les éléments d'ordre institutionnel et politique que des facteurs d'ordre matériel qui constituent l'entrave principale au maintien et au développement des échanges avec ce groupe de pays à économie planifiée. Ces facteurs sont essentiellement au nombre de deux : la pénurie des moyens de paiement et le manque de stabilité des échanges ; un autre facteur intervient, mais à un degré moindre, c'est la concurrence faite au Maroc par les pays méditerranéens sur le marché des pays du C.A.E.M.

I. OBSTACLES À SURMONTER

Dans un rapport rédigé par l'Office des Changes, rapport relatif à la situation de la balance des paiements pour 1964, on pouvait lire notamment : « Mais si, comme il est probable, cet excédent (1) s'enregistrait en grande partie sur les accords de paiement, le problème de l'utilisation rationnelle des créances bilatérales du Maroc deviendrait encore plus important que par le passé, et la question pourrait sans doute à nouveau être posée de l'opportunité de la dénonciation des accords qui présentent en notre faveur un déséquilibre structurel ». Certes le problème posé en ces termes mérite une grande attention. Mais, concernant les accords de clearing avec ce groupe de pays, on peut affirmer que les termes du débat sont différents.

1. La pénurie des moyens de paiement

Il faut rappeler qu'en dehors de l'Espagne, de la Chine, de Cuba et des membres du C.A.E.M., le Maroc n'a pas avec d'autres pays des accords de compensation d'une importance déterminante. On peut donc admettre aisément que c'est ce dernier groupe de pays qui représente le gros des accords bilatéraux du Maroc.

(1) L'auteur parle de l'éventualité d'un solde commercial créditeur pour 1965.

Ainsi en 1963, le taux de couverture des dépenses d'importations par les recettes d'exportations était pour le total des accords de paiement de 114,2 % et pour les accords de paiement avec les pays du C.A.E.M. de 114,4 %.

Or, si l'on se reporte au tableau retraçant l'évolution du solde commercial avec les pays du C.A.E.M. et celle du solde commercial de l'ensemble de nos transactions, on s'aperçoit que la crainte dont fait état le rapport de l'Office des Changes est loin d'être justifiée. Le déséquilibre structurel dont il est question n'a cessé de s'atténuer en 1958, les importations en provenance de ces pays ne représentaient que les 3/5 des exportations, en 1963, elles représentent déjà les 7/8.

Par contre on peut penser que ces échanges auraient connu un développement spectaculaire, si les importations du Maroc en provenance de ces pays avaient crû de façon sensible, fournissant à ses co-échangistes les moyens de paiement nécessaires à leurs propres importations en provenance du Maroc ; dans un discours récent (3 août 1966), le directeur de l'O.C.P. a mis l'accent sur ce point, soulignant que tout accroissement de nos exportations sur ces pays est lié à nos propres achats sur ces marchés :

« Il faut ajouter que la politique d'austérité décidée par le gouvernement à partir de fin 1964 a eu des répercussions sur ces possibilités d'exportations de phosphate à destination de ces pays, de même qu'à destination de divers pays qui manquent de moyens de paiement tels que l'Inde. Les restrictions apportées aux importations en provenance des pays d'Europe orientale ont rendu pratiquement impossible l'exécution des accords commerciaux.

« L'ensemble de ces accords conclus avec l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie porte actuellement sur un tonnage global de phosphates de 730 000 tonnes-an qui ne représentent pour l'O.C.P. qu'une faible part de ces marchés.

« Or, il est vraisemblable que le manque de contrepartie en importations marocaines ne permettra de réaliser que le quart ou le tiers du tonnage prévu pour les phosphates. Il serait hautement souhaitable pour l'avenir de nos exportations de phosphates que les départements ministériels intéressés étudient les modalités pratiques permettant à ces accords commerciaux de se réaliser et de ne pas rester, comme jusqu'à présent, des simples déclarations d'intention ».

D'ailleurs il est paradoxal qu'un pays sous-développé puisse enregistrer un solde commercial créditeur en sa faveur et ceci de façon quasi-permanente ; cet excédent ne semble pouvoir être réalisé que par la réduction des importations de biens d'équipement, c'est-à-dire en définitive au détriment du développement économique.

L'existence d'un solde créditeur en faveur du Maroc ne fait donc que traduire la pénurie des moyens de paiement. A ceci, il y a plusieurs raisons.

1° *Etroitesse et complexité des liens avec la C.E.E.*

L'économie marocaine a continué après l'indépendance à se développer en symbiose avec l'économie de l'ex-Métropole et plus généralement avec les économies des pays membres de la C.E.E. Ce phénomène est encore plus net dans le domaine des échanges ; les principaux importateurs et exportateurs sont au Maroc des sociétés filiales de sociétés européennes, notamment de sociétés françaises, ou sont indirectement liées avec elles. Des courants traditionnels se sont établis, certaines habitudes se sont incrustées dans la mentalité des importateurs et exportateurs. Pour que les importations marocaines en provenance des pays du C.A.E.M. puissent connaître un rythme d'accroissement satisfaisant, il faudrait que « les demandes d'importations puissent être provoquées par une politique de limitation des importations de certains produits en provenance de tous les autres pays, y compris la France » (Plan quinquennal, p. 311).

L'expérience des années récentes prouve que le Maroc ne s'est pas engagé dans cette voie ; il y a certes eu une diversification des sources d'approvisionnement, mais assez faible et non en provenance de ce groupe de pays, la C.E.E. continue de fournir plus de 61 % des importations marocaines.

2° *Difficultés administratives et restrictions à l'importation*

A ce premier facteur de blocage du développement des échanges vient s'en ajouter un autre : les importateurs marocains se plaignent en effet des difficultés qu'ils trouvent à obtenir des licences d'importations. Cette « arme » que constitue la licence se trouve détournée de son objectif premier, à savoir la diversification des sources d'approvisionnement. Certains importateurs ne tentent même plus d'obtenir ces licences d'importations : ils se résignent devant le monopole de fait concédé à un nombre très restreint d'entre eux sur ce marché.

Cette difficulté que rencontrent les importateurs marocains se combine d'ailleurs avec les restrictions à l'importation décidées par le Maroc ; le cas le plus frappant est celui des textiles ; on ne discute pas ici de l'opportunité de la protection des industries textiles marocaines ; ce qui est mis en cause, c'est le fait que le poste « textiles » figure dans tous les accords commerciaux avec ces pays : avec la Hongrie, avec la R.D.A. (500 000 $ de tissus de coton et de fibrane), avec l'U.R.S.S., avec la Tchécoslovaquie (2 milliers de $). Pourtant avec la Hongrie, la réduction de l'accord pour 1964-65 a porté des modifications aux importations du Maroc ; ainsi le

Maroc recevra à la place des textiles des produits laitiers, des graines de semence et du sucre raffiné. C'est un exemple de compréhension des besoins réels de l'économie marocaine que les autres pays du groupe pourraient imiter ; ce serait l'occasion d'illustrer cette complémentarité de l'économie du Maroc et des pays du C.A.E.M. et les possibilités d'expansion des échanges.

Mais les exportateurs marocains connaissent aussi les vicissitudes des restrictions à l'importation adoptées par nos co-échangistes.

3° *Effet préférentiel de la coordination des plans et de la spécialisation au sein du COMECON*

La création d'un organisme de coordination des plans au niveau du COMECON et la spécialisation de la production au sein de cette organisation posent certains problèmes aux exportateurs marocains qui éventuellement voudraient développer les relations commerciales avec ce groupe de pays.

A première vue, une telle situation présente l'avantage appréciable de supprimer les réexportations de produits marocains, par exemple de l'U.R.S.S. sur la Roumanie ; il n'y aurait plus lieu de reprocher à certains pays de « vendre » leur accord commercial avec le Maroc, reproche majeur qu'adressent les responsables marocains du commerce extérieur à ces pays.

En pratique il en va autrement : du fait de la planification et de la spécialisation au sein du C.A.E.M., les achats de ces pays ne vont s'opérer en dehors du COMECON que dans le cas où une comparaison internationale des coûts peut convaincre ces pays à économie planifiée que cela correspond à l'emploi optimum de leurs ressources. Les exportations marocaines se trouvent dans ce cas en position d'infériorité, car en général les prix marocains ne sont pas compétitifs. D'autres considérations interviennent certes, rendant le problème plus complexe.

A titre d'illustration, on peut prendre l'exemple du marché du phosphate brut dans le COMECON. Une revue anglaise a publié une étude à ce sujet intitulée « l'U.R.S.S. reconquiert 50 % du marché en 1964 ». On sait que le phosphate constitue l'une des principales exportations marocaines sur ces pays. Or, si les livraisons de l'U.R.S.S. étaient en régression en 1962, 63 et 1964, l'emprise de l'U.R.S.S. sur ce marché s'est accrue au cours de ces trois années ; les livraisons de l'U.R.S.S. sont passées de 1 414 à 2 136 milliers de tonnes. La revue poursuit : « Dans tous ces pays (du C.A.E.M.) les productions d'engrais phosphatés continuent d'augmenter alors que les livraisons du Maroc et des autres pays non socialistes (Tunisie, Jordanie, Israël) ont régressé de 300 000 tonnes au

Importation de phosphate brut des pays du COMECON

(en milliers de tonnes)

Fournisseurs .	U. R. S. S.		MAROC		TUNISIE		JORDANIE		EGYPTE		ISRAEL		AUTRES		T O T A L	
Années	1961	1964	1961	1964	1961	1964	1961	1964	1961	1964	1961	1964	1961	1964	1961	1964
Bulgarie	119	200	—	67	72	71	—	24	—	12	13	30	—	—	204	404
Tchécoslov. .	212	370	55	147	69	71	64	79	65	36	—	—	—	—	465	703
D. D. R.	643	761	58	116	—	—	—	—	—	11	—	—	—	25	601	913
Hongrie	140	307	2	110	5	—	—	—	—	—	62	5	—	—	209	422
Pologne	305	381	309	519	100	30	10	—	—	—	—	—	—	30	724	960
Roumanie ...	95	117	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	125	170	220	287

cours du 1er semestre 1965 ; ceci laisse supposer que l'accroissement de la demande a pu être largement satisfait par l'U.R.S.S. ».

Il est toujours délicat de tirer des conclusions à propos d'une pareille situation. Il n'en reste pas moins que le Maroc doit procéder à des mesures de deux ordres : mesures d'ordre interne tendant à accroître la productivité et à abaisser les prix ; mesures d'ordre externe tendant à éviter l'instabilité qui porte préjudice au développement de nos échanges avec ces pays ce qui ne peut se faire que dans le cadre d'accords à moyen et long terme, offrant une certaine garantie de stabilité des prix et des quantités échangées.

2. Le manque de stabilité

Lors de l'étude de la composition des échanges on a pu constater que si le taux d'accroissement du volume global des transactions était en progression régulière, pour un groupe donné les produits, les fluctuations annuelles étaient assez amples. Ces fluctuations sont un important facteur de blocage ; les raisons en sont diverses.

1° *Le problème de la durée et des prix*

Les accords bilatéraux entre le Maroc et les pays du C.A.E.M. sont généralement conclus pour un an et reconduits par la suite, parfois ils sont conclus pour trois ans. Ainsi l'accord maroco-tchèque porte sur la période 1964-1966 ; il prévoit un volume d'échanges de 26 millions de dollars pour la première année, 28 millions de dollars pour la seconde année et 31 millions de dollars pour l'année terminale. Avec la R.D.A. un accord similaire prévoit que les contingents applicables à la période 1964-65 portent sur une valeur de 5 365 000, de 6 365 000 pour 1965-66 et de 7 800 000 pour 1966-67.

Ce cadre reste purement formel ; les listes des produits à importer et à exporter sont à réviser chaque année. Aucune garantie de stabilité n'existe réellement.

Il ne peut d'ailleurs en être autrement tant que les prix du Maroc et les prix de ses co-échangistes sont eux-mêmes instables.

L'instabilité des prix marocains semble imputable à deux facteurs : les prix proposés par le Maroc sont en premier lieu troublés par les aléas climatiques ; seul un changement dans les méthodes de production peut en limiter les effets, ce qui nécessite une intervention de l'Etat.

Mais le problème essentiel tient à d'autres éléments : l'existence des contingents sur la France est l'obstacle le plus sûr à toute diversification géographique et structurelle de nos échanges : les exportateurs marocains

sont assurés d'écouler leur production sur le marché français à un prix supérieur au cours international. Il en résulte deux graves handicaps pour l'économie marocaine : les cultures sont spéculatives, orientées uniquement vers l'extérieur, sans tenir compte des besoins internes de l'économie marocaine ; les prix sont anormalement élevés, car les exportateurs marocains se sont habitués à ces courants d'échange qui leur sont avantageux ; ils sont détournés de tout effort de rationalisation de la production, de toute recherche d'une forte productivité qui leur permettrait d'abaisser leurs prix. Ils sont en quelque sorte condamnés à se cramponner au marché français en dehors duquel ils n'ont aucune chance de survie. La tendance observée depuis 1960 illustre clairement cette situation : on a noté en effet durant ces cinq dernières années une concentration de plus en plus accusée de nos exportations sur la C.E.E. ; comme a pu le dire un responsable de l'O.C.E. lors du colloque organisé récemment par cet office : « Le contingent s'il est d'un bon rapport ne doit pas rester le principal support. »

Mais du côté des pays du C.A.E.M., il y a aussi le problème « prix ». Pour des raisons qui tiennent aux besoins de la planification et aux impératifs du développement, les prix des produits alimentaires marocains importés par ces pays restent à un niveau élevé ; il est vrai que pour de nombreux produits marocains, les prix sont artificiellement élevés, pour les raisons énumérées plus haut ; ceci constitue un obstacle à tout accroissement de la consommation de ces produits dans ce groupe de pays et donc un obstacle à l'accroissement des exportations marocaines sur ces pays. A titre d'exemple on peut citer le cas de la consommation des oranges en Hongrie : en 1964, cette consommation s'est accrue de 93 %, accroissement consécutif à une baisse des prix des oranges en Hongrie.

L'instabilité des prix ne suffit pas pourtant à expliquer les fluctuations constatées.

2° *Problème de l'information et du crédit*

Avec ce groupe de pays, on constate un manque de contact et de connaissance des deux côtés et souvent un manque d'intérêt de la part des hommes d'affaires marocains. Le Maroc devrait étudier les besoins de ces pays pour s'adapter à leur demande.

Mais il semble que les responsables des représentations commerciales de ces groupes de pays prêtent aussi le flanc à la critique ; sur ce sujet on constate en effet que le travail d'information qui doit être le leur n'a pas eu des résultats spectaculaires. Ce n'est qu'à l'occasion de la Foire de Casablanca que les importateurs marocains sont pleinement informés des possibilités existantes. Le reste du temps, il semble que les représentants commerciaux de ce groupe de pays se soient adressés à un nombre

très restreint d'importateurs de la place, au lieu d'essayer d'en toucher un plus grand nombre, élargissant ainsi leur base de travail ; c'est du moins un reproche que formulent certains responsables marocains qui estiment que ces attachés commerciaux se sont comportés comme de simples représentants de firmes privées en accordant par exemple l'exclusivité à trois ou quatre importateurs de textiles. Le problème est alors de savoir si les représentants commerciaux de ces pays doivent pousser le réalisme jusqu'à calquer leur politique sur celle des représentants de firmes privées.

Sans préjuger de la réponse, on peut admettre que ce problème est lié à celui du crédit.

En effet il ne suffit pas que l'importateur de biens d'équipement sache qu'il peut importer telle ou telle machine de ces pays, encore faut-il que les conditions de l'achat soient tentantes et c'est là qu'intervient le rôle du crédit ; dans ce domaine, il est certain que les pays socialistes offrent non seulement à l'importateur, mais à l'économie marocaine dans son ensemble, des avantages importants : ainsi l'accord maroco-tchèque de 1965 prévoit un crédit de 12 millions de dollars pour l'importation de biens d'équipement au Maroc ; l'importateur verse le quart du prix et paie le reste sur cinq ans avec un faible intérêt de 3 %. Mais l'intérêt pour l'économie marocaine est que ce crédit est lié à l'achat de phosphate marocain, achat qui doit s'étendre jusqu'en 1970.

Certes les importateurs marocains peuvent trouver des conditions plus avantageuses auprès de certaines firmes, françaises notamment, mais outre que le prix est plus élevé, l'économie marocaine en tire moins de profit puisque le règlement s'effectuera en devises. Ainsi il peut y avoir un mode d'échange et de coopération favorable aux deux parties. On a vu qu'un certain nombre d'entraves existent sur cette voie. Il faut insister sur la nécessité de la conclusion d'accords à moyen et long terme entre le Maroc et les pays du C.A.E.M., un autre facteur milite en faveur de la conclusion de tels accords, la concurrence faite aux produits marocains par les pays méditerranéens en particulier, sur ce marché.

3. La concurrence des pays méditerranéens

Le groupe du COMECON prend de plus en plus d'importance dans les réseaux mondiaux d'échanges ; en 1962, l'accroissement des échanges entre pays membres du COMECON a été de 14 % par rapport à l'année précédente, contre 10 % pour l'accroissement global du commerce extérieur du COMECON.

L'expansion du commerce extérieur du COMECON n'est pas imputable à la seule expansion des échanges entre ce groupe et le « Tiers-

Monde » ; ainsi entre 1958 et 1964, les échanges entre C.A.E.M. et O.C.D.E. (compte non tenu de la Yougoslavie) ont crû de 87,7 %, la C.E.E. étant en tête du mouvement.

Si le Maroc désire réellement la diversification géographique et structurelle de ses échanges, il doit s'y prendre sans tarder, au risque de se trouver dans l'impasse s'il temporise plus longtemps. Ses principaux concurrents sur ce marché sont l'Italie, l'Espagne, la Turquie, la Jordanie et Israël.

Pour l'Espagne, le cas est très net ; elle exporte sur l'U.R.S.S. des agrumes, du liège et du cuir, c'est-à-dire les principales exportations marocaines sur ce pays.

Le désir, maintes fois exprimé, aussi bien par l'Espagne que par Israël, d'obtenir le statut de membre associé à la C.E.E., permet de mieux saisir la complexité du problème : on a vu souligner l'importance de l'expansion des échanges entre le COMECON et la C.E.E. ; l'Espagne et Israël trouveraient dans l'institution communautaire un cadre extrêmement favorable à une offensive commerciale sur le marché des pays de l'Est.

Des obstacles certains s'opposent au développement des échanges entre le Maroc et les pays du C.A.E.M. ; mais ces obstacles ne sont pas irréductibles ; il importe de les surmonter dans les délais les plus brefs pour favoriser non seulement l'expansion des échanges commerciaux, mais aussi une coopération économique et technique adaptée aux impératifs du développement économique national.

II. EXPANSION DES ÉCHANGES ET COOPÉRATION

Si le développement des courants d'échanges entre le Maroc et les pays du C.A.E.M. présente des avantages énormes pour l'économie marocaine (notamment pour ce qui est du déficit commercial), l'assistance financière et technique n'en revêt pas moins une importance toute particulière.

1. Préalables au développement des échanges

Le bref aperçu de l'évolution de nos échanges avec le COMECON a pu mettre en lumière les possibilités et les avantages que présente pour l'économie nationale une diversification des échanges, vers le COMECON notamment. Quels sont les moyens d'atteindre cet objectif ?

Le problème de la durée des accords et des fluctuations des prix constitue, comme on l'a vu, un des obstacles principaux à toute évolution favorable de nos échanges avec le COMECON. La solution qui s'impose est la conclusion d'accords commerciaux à long et moyen terme pour stabiliser les courants d'échange et maintenir dans des proportions limitées les fluctuations des prix. A ce niveau, l'Etat a théoriquement toute latitude pour agir.

Il en va autrement lorsque se pose le problème de la diversification géographique de nos échanges.

En effet, l'Etat doit faire obligation aux Offices de s'approvisionner en priorité sur les marchés de l'Est en matériel..., briser le monopole constitué par les sociétés étrangères d'importation pour libérer le commerce extérieur.

Il ne suffit pas en effet que l'Etat exerce son contrôle sur les principales exportations nationales, encore faut-il qu'il puisse utiliser les devises ainsi procurées de façon rationnelle. Comme le déclarait récemment M. Ahmed Taïbi Benhima : « Nous leur achetons (à ces pays) très peu de produits ou très peu de matériels, matériels que nous achetons dans d'autres régions du monde avec des devises fortes dont le pays a besoin. »

Une illustration peut être fournie par les importations de produits pharmaceutiques : au lieu d'utiliser les excédents de notre balance commerciale avec le COMECON pour l'achat de produits pharmaceutiques dans ces pays, les sociétés privées (généralement filiales de groupes financiers puissants) préfèrent, pour des raisons qu'on a soulignées antérieurement, s'adresser à la France, l'Italie, la Belgique ou les U.S.A., ce qui se solde par une sortie de devises qu'on aurait pu éviter.

Aussi, le gouvernement marocain songe-t-il à la création d'une Société d'Etat par laquelle devront passer tous les importateurs de produits pharmaceutiques, que ce soit des sociétés privées ou des organismes publics.

Il faut tout de même souligner les limites d'une telle initiative, les sociétés privées gardant une certaine autonomie dans le choix du pays co-échangiste tant qu'elles ne dépassent pas un certain plafond, plafond qui reste à fixer !

Une telle formule ne peut constituer qu'une première étape si le Maroc désire, comme l'affirme M. Ahmed Taïbi Benhima, « utiliser les excédents que nous avons avec ces pays dans le cadre des échanges commerciaux, et les crédits que ces pays mettent à notre disposition dans le cadre de la coopération ».

Comment doit-on concevoir cette coopération ?

2. Coopération économique et technique adaptée aux besoins du développement économique national

Notre propos n'est pas de nous demander pourquoi le Maroc n'a pas jusqu'ici intégré l'assistance financière et technique que ces pays du COMECON sont susceptibles de lui fournir dans la réalisation de projets économiques tant dans l'industrie que dans l'agriculture. En tout état de cause, on peut affirmer avec M. Ahmed Taïbi Benhima « qu'il est grand temps que l'équipement adéquat et nécessaire puisse être apporté de tous les horizons où le niveau de la science, où le niveau de la technique a été établi dans le monde entier, comme étant un niveau extrêmement satisfaisant ».

Si des accords sont conclus, il faut qu'ils visent à une coopération économique et technique adaptée aux besoins nationaux, qu'ils servent de cadre à la fourniture de biens d'équipement et d'ensembles industriels incluant un taux de fournitures locales satisfaisant et permettant la formation de cadres et techniciens marocains.

Les débuts semblent prometteurs ; comme l'écrit Pierre Jalée à propos de la réalisation de la sucrerie de Sidi-Slimane « l'initiative appartient au pays sous-développé qui dans ce cas a judicieusement opté pour une industrie mettant en œuvre une matière première locale (la betterave) et travaillant pour la satisfaction d'un besoin prioritaire du marché intérieur... le paiement de l'usine est échelonné sur plusieurs années, il est convenu en marchandises marocaines. »

Les récents accords avec l'U.R.S.S. reprennent cette solution originale : les prêts soviétiques seront remboursés par des fournitures de produits qu'ils auront contribué à mettre en œuvre.

Avec l'U.R.S.S., des protocoles d'accords ont été signés, portant notamment sur la reconversion de l'A.I.A. et la mise en exploitation du gisement de Bou Madine dans le Tafilalet.

Le complexe mécanique de Casablanca (ancien A.I.A.) fournira aux industries locales de nombreux produits qu'elles devaient importer jusqu'ici (fer-blanc, tubes soudés, câbles, chaînes, boulons, pièces détachées pour l'industrie automobile).

Quant au gisement de Bou Madine, son exploitation pourra fournir du minerai à la fonderie de plomb dont le projet est actuellement à l'étude.

Dans le domaine de la coopération, il est difficile de prétendre à la perfection, mais on peut aisément choisir entre une « aide » efficace en vue d'accélérer le développement économique et une « aide » qui ne servirait pas les intérêts du pays.

Il ne faut pas non plus se limiter à la conclusion d'accords commerciaux sans se donner les moyens de les mettre en application ; aussi l'Etat

a un rôle décisif à jouer pour créer les conditions favorables à la réalisation intégrale des accords commerciaux et stimuler le développement de nos échanges avec ces pays. Or on a déjà vu quels sont les préalables à la réalisation de tels objectifs et quelles sont les modalités possibles d'application.

Le 29 août un participant au colloque de l'O.C.E. déclarait « un gigantesque marché (celui des pays membres du C.A.E.M.) est à conquérir. »

Le bulletin mensuel de la B.M.C.E. de juillet 1966 soulignait que les relations commerciales entre le Maroc et les pays du C.A.E.M. avaient perdu de leur importance en 1965 ; les importations avaient diminué de 17 % par rapport à 1964 (120 026 milliers de dirhams contre 144 537 milliers en 1964), se situant au-dessous de leur niveau de 1963 ; la baisse des exportations avait atteint 23,4 % (160 667 milliers de dirhams contre 209 618 milliers en 1964). Néanmoins le solde restait créditeur en faveur du Maroc.

Force est de constater que l'écart entre les possibilités et les réalisations est « gigantesque ».

Il ne suffit pas en effet de se fixer des objectifs, encore faut-il qu'ils s'inscrivent dans un tout cohérent et que l'on se donne les moyens de les atteindre.

Si le contrôle des exportations et des importations s'impose comme préalable à toute diversification géographique et structurelle de nos échanges, il serait illusoire de s'arrêter à ce seul impératif. Ces contrôles, pour être efficaces, doivent être la suite logique d'un contrôle de l'Etat au stade même de la production, ne serait-ce que pour lancer certaines expériences en matière de culture en rapport avec les projets d'exportation, l'action d'encadrement à mener à l'intérieur, les variétés d'agrumes à choisir, l'action à mener sur les cours pour ces produits qui représentent 450 000 tonnes exportées et un chiffre d'affaires de 33 milliards... autant d'éléments qui impliquent la réforme radicale de nos structures agraires.

Et une réforme agraire n'a de chances de succès, n'a de sens que si au bout d'un certain temps qui correspondrait approximativement à la première étape décennale de développement, industrialisation et développement de l'agriculture se complètent : l'agriculture permettant à l'industrie de s'épanouir face à un marché intérieur élargi et cette dernière fournissant au secteur agricole les machines, les engrais et autres biens qui lui permettront d'accroître sa productivité.

Un tel processus suppose la mobilisation de toutes les forces productives, c'est-à-dire un cadre socio-institutionnel favorable à une telle évolution.